

# Populations urbaines, populations rurales

Pierre Bréchon, professeur émérite de science politique, Sciences po Grenoble/PACTE

On a longtemps opposé les représentations de la ville, lieu de modernité et de progrès, au rural qui serait lieu de traditions et de conservatismes. Et cette distinction avait un certain sens, même si les villes et les campagnes comportent depuis longtemps des diversités (il y a plusieurs types d'urbanité et de ruralité). Avec l'extension des espaces urbains vers des campagnes « rurbanisées », avec la mondialisation des échanges qui travaillent les cultures traditionnelles, **les populations urbaines ont-elles gardé des spécificités par rapport aux populations rurales ? Spécificités qui pourraient être sociodémographiques mais surtout culturelles, selon les valeurs et représentations que l'on peut observer dans la population.**

La question a encore été posée récemment et de façon polémique par Christophe Guilluy<sup>1</sup>. Pour lui, les catégories populaires ont été obligées de migrer vers les périphéries, alors que la bourgeoisie et les classes « boboisées » occupaient le centre des villes et les populations immigrées les quartiers où est concentré l'habitat social. Le tempérament protestataire des « petits blancs » serait donc condensé dans les périphéries urbaines, lieux où se concentrerait la défiance à l'égard de toutes les autorités. Ces catégories populaires y développeraient une orientation identitaire, valorisant les valeurs traditionnelles et celles d'un monde replié sur lui-même où le Front national ferait ses meilleurs scores.

Des géographes insistent sur l'urbanisation de toute la société française. Il n'y aurait plus vraiment du rural et de l'urbain mais des territoires différenciables par un « gradient d'urbanité ». On pourrait donc mesurer sur un continuum le degré d'urbanité<sup>2</sup>. La mesure peut se compter en densité de population mais aussi en distance entre un territoire et les grandes villes.

D'autres géographes ont aussi insisté sur la diversité des territoires<sup>3</sup> qui ne peuvent être seulement identifiés par des densités de population. Il existe des zones rurales très dynamiques,

---

<sup>1</sup> Christophe Guilluy, *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires ?* Flammarion, 2014.

<sup>2</sup> Jacques Lévy et Michel Lussault, « Périphérisation de l'urbain », *EspacesTemps.net*, (<http://www.espacestemp.net/articles/peripherisation-de-lurbain/>).

<sup>3</sup> Voir notamment le site de l'Observatoire des territoires.

qui tirent profit de la mondialisation et véhiculent probablement des valeurs modernisatrices et d'ouverture à autrui. D'autres sont beaucoup plus attardées économiquement, désertifiées, avec une population âgée ; elles devraient être des lieux de conservation des traditions<sup>4</sup>.

Certains politologues insistent sur la spécificité de certaines métropoles (baptisées idéopôles) qui concentrent les industries de pointe et les emplois liés aux nouvelles technologies et à la recherche, autour de grandes pôles universitaires<sup>5</sup>. Alors que d'autres grandes villes continueraient à être adossées à des industries traditionnelles, à des fonctions commerciales et administratives.

Si les stéréotypes sur la modernité de la ville opposée au caractère traditionnel des campagnes ont la vie dure, il faut rappeler que les études sociologiques ont montré que, dès les années 1980, les jeunes – catégorie qui est censée enregistrer la première les transformations culturelles - présentaient des profils de valeurs assez semblables, qu'ils résident en ville ou à la campagne. Selon Olivier Galland et Yves Lambert<sup>6</sup>, il restait des différences de modes de vie, les jeunes ruraux étant plus attachés à leur localité, aux sports collectifs, aux fêtes locales et aux bals, au bricolage, au jardinage et à la chasse. Mais les jeunes ruraux ne semblaient pas moins sécularisés que les jeunes urbains, leur conception de la sexualité juvénile n'était guère différente même s'ils semblaient rester un peu plus attachés au mariage et gardaient davantage de relations avec leurs parents. L'explication de ces proximités résidait probablement déjà dans l'existence d'une culture générationnelle générée dans le milieu scolaire faisant se côtoyer de plus en plus jeunes urbains et jeunes ruraux. Plus récemment, Jean-Paul Bozonnet<sup>7</sup>, analysant les résultats des enquêtes sur les valeurs des jeunes Européens pour la France de 1990 à 2008, montre que les différences se sont non seulement annulées mais parfois inversées : les jeunes ruraux sont aujourd'hui plus sécularisés que les jeunes urbains, légèrement plus favorables à la

---

<sup>4</sup> Selon une note récente de France Stratégie<sup>4</sup> citée par Daniel Behar, « Inégalités territoriales : aggravation ou changement de nature ? », 25 juillet 2016 (<https://theconversation.com/fr>), la France peut être découpée en deux grandes zones - la France du Nord et de l'Est (avec les régions Grand Est, Hauts de France, Normandie, Centre Val de Loire, Bourgogne Franche Comté) et la France du Sud et de l'Ouest (autour des régions Nouvelle Aquitaine, Auvergne Rhône Alpes, Bretagne, Corse, Occitanie, Pays de la Loire, PACA). La première serait plutôt en déclin économique, la seconde en croissance (apprécié par l'évolution du PIB par habitant).

<sup>5</sup> Fabien Escalona et Mathieu Vieira, « Les idéopôles, laboratoires de la recomposition de l'électorat socialiste », Fondation Jean Jaurès, 2012 ; « Pourquoi les idéopôles votent-ils encore à gauche ? », [www.slate.fr](http://www.slate.fr), 2014.

<sup>6</sup> Galland Olivier, Lambert Yves, *Les jeunes ruraux*, L'Harmattan/INRA, 1993.

<sup>7</sup> Bozonnet Jean-Paul, « Jeunes ruraux : l'inversion des valeurs avec la ville ? », dans Galland Olivier, Roudet Bernard (direction), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, La documentation française, 2012 (réédition 2014).

permissivité des mœurs, moins confiants aux institutions. Ils restent en retrait par rapport à la dimension politique.

Au-delà des générations de jeunes, qu'en est-il des différences de valeurs entre populations urbaines et rurales ? Nous ne prétendons évidemment pas prendre en compte dans nos analyses toutes les théories évoquées ci-dessus pour les valider ou contester. Nous voulons seulement essayer d'éclairer ce que sont les cultures urbaines, opposées à des cultures rurales, à l'aide des données de l'enquête *International Social Survey Programme* (ISSP), réalisée dans 48 pays, dont la France depuis 1996<sup>8</sup>. Chaque année, l'enquête porte sur une grande thématique socio-politique, répliquée environ tous les dix ans. Nous limitons cette communication à l'analyse des données françaises<sup>9</sup>.

Parmi les variables sociodémographiques, une question porte sur l'identification du lieu de résidence des individus. Depuis 2005, elle est formulée de la même manière en cinq catégories<sup>10</sup> :

- « Vous diriez que vous vivez dans :
- une grande ville
  - la banlieue ou les environs d'une grande ville
  - Une ville moyenne ou petite
  - Un village
  - Une ferme ou une maison dans la campagne ».

Il s'agit d'une auto-déclaration et non d'une donnée objective. De 1996 à 2010, on disposait aussi d'une déclaration (également subjective) sur la taille de la commune/agglomération de résidence<sup>11</sup>.

<sup>8</sup> Pour davantage d'informations sur la réalisation de l'enquête en France et sur les résultats annuels, voir [www.issp-france.fr](http://www.issp-france.fr).

<sup>9</sup> L'enquête française est réalisée par envoi postal auprès d'un échantillon aléatoire tiré sur une liste presque exhaustive des ménages français. Actuellement nous faisons trois relances par courriers. Deux contacts téléphoniques (un au début, l'autre à la fin de l'opération) avec les ménages sélectionnés sont organisés pour inciter à répondre. Ce dispositif permet d'obtenir un taux de retour semblable à celui des enquêtes en face à face (entre 30 et 40 % selon les thématiques annuelles). Voir Pierre Bréchon, Annie-Claude Salomon. *Une enquête postale efficace ? Les défis de l'ISSP en France. 8ème colloque francophone sur les sondages*, Dijon, novembre 2014 (<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-01089408>); *La qualité des échantillons dans une enquête postale. L'ISSP en France de 1996 à nos jours. 7ème colloque francophone sur les sondages*, Rennes, novembre 2012 (<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00806935>).

<sup>10</sup> Antérieurement, de 1996 à 2004, la question était plus rudimentaire, en trois positions: « Vous diriez que vous vivez dans une zone : rurale, semi-rurale semi-urbaine, urbaine ».

<sup>11</sup> « Combien y-a-t-il d'habitants dans votre commune ou agglomération de résidence ?

- agglomération parisienne ..... 1
- plus de 500 000 habitants..... 2
- entre 100 000 et 500 000 habitants ..... 3
- de 50 000 à 100 000 habitants..... 4

## La difficile identification des urbains et des ruraux

De premières analyses peuvent être faites sur les logiques de réponse **entre sentiment d’habiter dans l’urbain ou le rural et taille de commune/agglomération** (on dispose de ces données pour les années 2005-2010). **La cohérence dans les réponses aux deux questions est forte** ( $V=0.53$ ), comme on peut le voir sur les données de 2010 (tableau 1). Tous les habitants vivant dans l’agglomération parisienne se considèrent comme résidant dans une grande ville ou dans sa banlieue et pratiquement tous ceux qui vivent dans une commune de moins de 2000 habitants se considèrent comme des villageois ou des isolés dans une ferme campagnarde. L’identification à une ville moyenne ou petite correspond assez clairement à des tailles entre 10 000 et 100 000 habitants.

Tableau 1. Appréhension du lieu de résidence et taille de la commune/agglomération (ISSP France 2010)

<i>En % vertical</i>	Agglo Paris	+ de 500 000	de 100 000 à 500 000	de 50 000 à 100 000	de 20 000 à 50 000	de 10 000 à 20 000	de 2000 à 10 000	2 000 ou moins	Ensemble
Grande ville	<b>76</b>	<b>75</b>	<b>54</b>	13	3	1	0	0	12
Banlieue ou environs grande ville	<b>23</b>	14	15	24	32	23	9	1	12
Ville moyenne ou petite	0.5	6	30	<b>60</b>	<b>63</b>	<b>67</b>	<b>46</b>	3	32
Village	0.5	3	1	2	1	7	<b>41</b>	<b>77</b>	37
Ferme ou maison campagne	0	2	0	1	1	2	4	<b>19</b>	7

(résultats non pondérés)

Le tableau 2 présente, sur dix ans, la distribution des réponses sur le lieu de résidence urbain ou rural. Environ un tiers de la population se considère comme vivant dans une grande ville ou sa périphérie, un tiers dans une ville moyenne ou petite et le troisième tiers en rural. Mais ces ruraux sont souvent en contact étroit avec la ville : les statistiques de l’INSEE indiquent que

- de 20 000 à 50 000 habitants .....5
- de 10 000 à 20 000 habitants .....6
- de 2000 à 10 000 habitants .....7
- moins de 2000 habitants .....8 ».

Cette question est ambiguë puisqu’elle ne fait pas la distinction entre taille de la commune et de l’agglomération et parce que les individus ne connaissent pas toujours la taille de leur commune ou de leur agglomération.

60 % vivent dans des pôles urbains concentrant au moins 10 000 emplois. Beaucoup de communes rurales sont aujourd'hui sous l'influence des villes, une partie importante des résidents y exerçant leur emploi. Cette très forte mobilité entre le territoire du travail et de la résidence pourrait être une clef explicative des faibles différences de valeurs entre populations urbaines et rurales.

Tableau 2. Distribution entre urbain et rural par année (ISSP France)

<i>En % vertical</i>	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Grande ville	15,6	13,9	13,9	17,1	11,8	11,9	16,8	16,8	18,3	17,9
Banlieue ou environs grande ville	14,5	13,5	14,1	15,0	12,4	11,7	16,1	16,0	13,3	14,7
Ville moyenne ou petite	33,5	32,7	32,2	32,4	32,7	31,6	31,8	31,4	30,6	30,8
Village	29,5	33,2	31,9	28,9	35,2	37,0	27,4	30,1	30,5	30,0
Ferme ou maison campagne	6,4	6,3	7,4	5,9	7,7	7,5	7,5	5,7	6,5	6,4
Non réponse	0,5	0,5	0,5	0,7	0,4	0,4	0,4	-	0,7	0,2
<i>Taille échantillon</i>	1620	1824	2061	2454	2817	2253	3317	2402	2017	1211

(résultats non pondérés)

Il n'est pas facile de juger exactement la fiabilité des chiffres ISSP produits puisqu'il n'y a pas de correspondance exacte avec des données de l'INSEE qui sont d'ailleurs conventionnelles<sup>12</sup>. Les marges d'erreur d'un sondage sont évidemment beaucoup plus importantes que celles d'un recensement ; la taille des échantillons ISSP contribue à les déterminer ; la thématique annuelle de l'enquête est plus ou moins mobilisatrice sur les individus sélectionnés et peut aussi modifier quelque peu la composition des échantillons. Surtout la base de sondages utilisée jusqu'en 2010 était la liste téléphonique de France télécom, devenue très rurale<sup>13</sup> et trop âgée avec le développement des autres opérateurs. La comparaison pour 2006 (tableau 3) – avec des catégories semblables jusqu'à 100 000 habitants – montre que les écarts de mesure ne sont pas aussi grands qu'on aurait pu le craindre. Les appréhensions de l'urbain et du rural par les enquêtes ISSP ne sont pas très éloignées de la mesure objective par le recensement.

<sup>12</sup> Les communes rurales sont toutes celles qui ne sont pas englobées dans une unité urbaine, celle-ci étant définie par une population agglomérée (qui peut être pluri-communale) d'au moins 2000 habitants. Selon l'INSEE, un habitant sur cinq vit dans une commune rurale sous l'influence de la ville (d'après l'étude de la localisation des emplois). Hors de cette influence urbaine, la population des communes rurales est autour de 5 %. Chantal Brutel et David Levy, « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010. 95 % de la population vit sous l'influence des villes », *INSEE Première* n° 1374, octobre 2011 ; Jean-Michel Floch et David Levy, « Le nouveau zonage en aires urbaines de 2010, Poursuite de la périurbanisation et croissance des grandes aires urbaines », *INSEE Première*, n° 1375, octobre 2011.

<sup>13</sup> Le tableau 2 montre que le changement d'opérateur en 2011 se traduit dans les résultats : le pourcentage d'urbains augmente de près de 10 points au détriment du rural.

Tableau 3. Répartition de la population française selon la taille des communes en 2006\*

selon ISSP 2006		selon INSEE (recensement)	
Agglomération parisienne	6,4%		
Plus de 500 000	3,6%	9,1%	200 000 et plus
100 001 - 500 000	7,4%	6,0%	de 100 000 à 199 999
50 001 - 100 000	5,6%	8,6%	de 50 000 à 99 999
20 001 - 50 000	10,4%	15,3%	de 20 000 à 49 999
10 001 - 20 000	9,3%	10,7%	de 10 000 à 19 999
2 001 - 10 000	26,8%	25,7%	de 2000 à 9999
2 000 ou moins	27,1%	24,6%	Moins de 2000

\* Pour l'ISSP, il s'agit de la taille de la commune ou de l'agglomération de résidence, pour l'INSEE de la taille de la commune effective d'habitation (population municipale selon le recensement au 1<sup>er</sup> janvier 2006).

### Quelles spécificités sociodémographiques ?

Dans un second temps, nous pouvons considérer les différences de composition sociodémographiques de l'urbain et du rural : sont-ils encore très différents (par âge, diplôme, revenus, GSP...), ou a-t-on assisté à un rapprochement ?

Il n'y a aucune différence de genre et, plus étonnamment, presque pas d'âge ( $V=0.08$ )<sup>14</sup>. Autrement dit, les villes n'ont pas une population nettement plus jeune que les autres territoires<sup>15</sup>. Les différences sociales sont un peu plus fortes comme le tableau 4 le montre. Notamment plus on vit dans une zone urbaine importante, plus on est diplômé. Le niveau de revenu (pas présent dans le tableau) a un certain impact (les plus hauts revenus étant un peu plus concentrés dans les grandes villes), tout comme le sentiment d'être en haut ou en bas de l'échelle sociale : les habitants de grandes villes se perçoivent davantage comme situés dans le haut de l'échelle sociale. On retrouve ces différences selon les groupes socioprofessionnels. Les maisons isolées concentrent les agriculteurs, les cadres peuplent plus souvent les grandes villes et leurs périphéries. Différentes analyses de régression réalisées confirment que, parmi les variables prises en compte précédemment, le niveau de diplôme est le plus significatif, toutes

<sup>14</sup> Nous utilisons pour cette partie les données de 2014, les autres années auraient donné des résultats très semblables. A partir de là, les résultats affichés sont redressés sur le sexe, l'âge et les CSP pour corriger les biais d'échantillonnage.

<sup>15</sup> Seul le rural désertifié, éloigné des villes attractives, a une population très âgée (source ?).

choses égales par ailleurs<sup>16</sup>. Le revenu du foyer semble aussi avoir un certain impact spécifique. C'est en fait les différences de niveau de diplôme qui expliquent les légères différences d'âge, les populations plus diplômées étant plus jeunes.

Tableau 4. Composition sociale des territoires en 2014 (ISSP France)

<i>En % horizontal, par variable</i>	Diplôme		Echelle sociale			Groupe social				
	Bac et moins	Sup bac	Bas	Moyen	Haut	Prof. indép.	Cadre sup.	Prof. inter.	Employé	Ouvrier
Grande ville	45	<b>55</b>	23	42	<b>35</b>	6	<b>31</b>	24	27	13
Banlieue/environs grande ville	56	<b>44</b>	26	53	21	4	<b>26</b>	24	<b>35</b>	12
Ville moyenne ou petite	66	34	<b>33</b>	46	21	7	14	27	30	<b>23</b>
Village	<b>70</b>	30	<b>37</b>	48	16	8	11	29	30	<b>22</b>
Ferme/ maison campagne	<b>71</b>	29	30	<b>57</b>	13	<b>20</b>	13	20	21	<b>25</b>
<b>Moyenne</b>	<b>62</b>	<b>38</b>	<b>31</b>	<b>48</b>	<b>21</b>	<b>7</b>	<b>18</b>	<b>26</b>	<b>30</b>	<b>20</b>

Considérons à présent différentes formes de sociabilité pour y discerner éventuellement des différences selon le lieu de résidence (tableau 5). L'auto-estimation de son nombre de contacts avec d'autres individus au cours d'une journée comporte des différences selon les lieux de résidence. Alors que dans les grandes villes, 60 % estiment avoir au moins 10 contacts par jours, ce n'est le cas que de 34 % des personnes vivant dans une maison isolée. L'urbanité favorise donc la sociabilité mais la relation n'est pas très forte ( $V=0.09$ ) et surtout pas régulière.

<sup>16</sup> Les explications de la plus grande concentration de diplômés dans les villes sont plurielles. On peut au moins citer la proximité des lycées et des universités mais aussi la plus ou moins forte valorisation des études selon les espaces géographiques et les milieux sociaux. Donc les jeunes urbains font plus d'études et trouvent des emplois qualifiés dans les villes. Les jeunes ruraux diplômés tendent à aller dans les villes où sont davantage concentrés les emplois de cadres supérieurs (voir Bozonnet Jean-Paul, « Jeunes ruraux : l'inversion des valeurs avec la ville ? », op.cit.).

Tableau 5. Densité des contacts sociaux et confiance à autrui selon les territoires (ISSP France 2014)

En % horizontal, par variable	Contacts sociaux journaliers				Confiance à autrui			Participation collective		
	0-4	5-9	10-19	20 et +	forte	moyenne	faible	forte	moyenne	faible
Grande ville	16	24	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>41</b>	30	29	<b>26</b>	<b>40</b>	34
Banlieue/environs grande ville	<b>25</b>	28	22	25	36	32	33	19	<b>41</b>	40
Ville moyenne ou petite	20	34	22	24	30	35	35	19	34	<b>47</b>
Village	21	32	21	26	35	33	33	21	30	<b>49</b>
Ferme/ maison campagne	17	<b>49</b>	21	13	37	34	28	<b>25</b>	<b>39</b>	36
<b>Moyenne</b>	<b>20</b>	<b>32</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>35</b>	<b>33</b>	<b>32</b>	<b>21</b>	<b>35</b>	<b>44</b>

Deux questions permettent de construire une échelle de confiance à autrui<sup>17</sup>. Il n'y a pas de relation entre confiance et appartenance territoriale ( $V=0.06$ ), ce qui est très étonnant puisqu'on considèrerait traditionnellement qu'on se faisait plus facilement confiance dans les sociétés urbaines riches que dans les sociétés rurales (plus verticales où on ne fait confiance qu'à celui qu'on peut situer, dont la famille est repérée)<sup>18</sup>.

L'enquête permet de construire une échelle de participation collective à travers une batterie de 5 items (participer à un parti politique, un syndicat, une Eglise, une association sportive, culturelle ou de loisirs, une autre association)<sup>19</sup>. Là encore, on n'observe pas de logique géographique claire dans les engagements collectifs ( $V=0.09$ ). La participation associative et citoyenne ne semble donc pas plus élevée en ville que dans le rural, ce qui constitue un résultat assez inattendu<sup>20</sup>.

Si on considère à présent deux variables globales d'orientations de valeurs dans le domaine religieux et politique, on n'observe toujours pas de différence forte (tableau 6).

<sup>17</sup> L'une demande si les gens sont corrects ou essaient de profiter de vous (4 modalités), l'autre mesure si, d'après l'enquêté, on peut faire confiance aux gens ou si on n'est jamais assez prudent quand on a affaire aux autres (4 modalités). L'échelle va de 2 à 8. La confiance forte va de 2 à 4, la confiance faible de 6 à 8.

<sup>18</sup> Inglehart Ronald, *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton University Press, 1990. L'Italie et la France sont des pays où la confiance à autrui a toujours été faible, contrairement aux pays scandinaves.

<sup>19</sup> Pour chaque type d'organisation, on doit déclarer si on est membre actif, inactif, ancien membre, ou si on n'a jamais adhéré. L'échelle globale va de 5 à 20. La participation élevée correspond aux notes 5 à 14, la participation faible aux scores 18 à 20).

<sup>20</sup> Si on veut voir – sur ce tableau 5 - une très légère relation avec l'appartenance territoriale, il semblerait que les villes moyennes et petites soient celles où on se ferait le moins confiance et la participation y serait aussi un peu plus limitée.

Tableau 6. Composition religieuse et politique des territoires en 2014 (ISSP France)

En % horizontal, par variable	Intégration au catholicisme					Orientation politique					
	Prati. mensuel	Irré- gulier	Non prati.	Autre	Sans religion	Gauche 0 1 2	Centre gau. 3 4	Centre 5	Centre droit 6 7	Droite 8 9 10	Sans répon.
Grande ville	7	10	27	<b>13</b>	43	<b>19</b>	16	14	<b>18</b>	16	18
Banlieue/environs grande ville	<b>12</b>	14	25	<b>11</b>	39	16	<b>20</b>	<b>23</b>	13	19	9
Ville moyenne ou petite	8	11	<b>31</b>	5	46	10	18	<b>23</b>	13	17	19
Village	6	12	27	4	<b>52</b>	13	16	21	12	16	<b>23</b>
Ferme/ maison campagne	<b>13</b>	<b>16</b>	24	4	43	12	11	12	<b>20</b>	<b>20</b>	<b>26</b>
<b>Moyenne</b>	<b>8</b>	<b>12</b>	<b>28</b>	<b>7</b>	<b>46</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>20</b>	<b>14</b>	<b>17</b>	<b>19</b>

Selon des images souvent véhiculées, les villes seraient des territoires fortement sécularisés alors que les zones rurales seraient restées beaucoup plus religieuses<sup>21</sup>. On voit qu'il n'en est rien. Les relations existent mais sont modestes (V=010). La présence des autres religions est beaucoup plus forte dans les grandes villes et leur banlieue du fait de l'implantation privilégiée des populations originaires de l'immigration dans ces zones<sup>22</sup>.

Sans être étroits, les liens entre type de territoire et orientation politique existent aussi. Les populations urbaines sont un peu plus orientées à gauche que les populations rurales, qui sont à la fois un peu plus à droite et qui semblent surtout plus distantes de la politique (% de sans réponse).

Venons-en à notre objet principal, les attitudes des urbains et des ruraux, en particulier sur les thématiques de 2014 (citoyenneté et politique), 2013 (identité nationale et xénophobie), 2012 (famille et répartition des rôles), 2011 (santé). Au-delà de l'urbain et du rural, peut-on distinguer des spécificités au sein même des villes, entre habitants des grandes villes, de leurs périphéries, des villes moyennes ou petites ?

<sup>21</sup> Les historiens et sociologues ont souvent mis en doute ces images, montrant notamment la grande pluralité de religiosité dans les zones rurales. Boulard Fernand, Rémy Jean, *Pratique religieuse urbaine et régions culturelles*, Economie et Humanisme, éditions ouvrières, 1968.

<sup>22</sup> Il y aurait aussi un surcroît de pratiquants à la périphérie des villes et dans les fermes isolées alors que les sans religion seraient surreprésentés dans les villages. Les logiques sociologiques liées à ces relations ne sont pas évidentes.

## Citoyenneté et politique

Le tableau 7 montre des différences importantes dans le degré d'exposition aux nouvelles politiques dans les médias ( $V=0.11$ )<sup>23</sup>. Les personnes habitant dans les grandes villes suivent beaucoup plus fréquemment les informations politiques que les personnes de la périphérie ou des plus petites villes. Les ruraux, surtout vivant dans des maisons isolées, restent encore nettement plus en retrait des informations politiques.

Tableau 7. Exposition aux nouvelles politiques, degré de politisation, valorisation de la citoyenneté selon les territoires (ISSP France 2014)

<i>En % horizontal, par variable</i>	Exposition aux nouvelles politiques			Degré politisation		Valorisation citoyenneté	
	forte 4-15	moyenne 16-20	faible 21-28	fort 3-7	faible 8-12	forte 8-45	faible 46-63
Grande ville	<b>40</b>	28	32	<b>64</b>	36	<b>65</b>	35
Banlieue/environs grande ville	32	24	44	<b>59</b>	41	57	43
Ville moyenne ou petite	31	28	41	55	45	60	40
Village	26	24	<b>50</b>	47	<b>53</b>	54	46
Ferme/ maison campagne	19	26	<b>54</b>	38	<b>62</b>	47	<b>53</b>
<b>Moyenne</b>	<b>30</b>	<b>26</b>	<b>44</b>	<b>54</b>	<b>46</b>	<b>58</b>	<b>42</b>

Le tableau 7 montre aussi des différences très sensibles dans le degré de politisation<sup>24</sup> ( $V=0.15$ )<sup>25</sup>. On est nettement plus politisé dans les grandes villes que dans les zones rurales.

Considérons enfin un indice moins classique (à droite du tableau 7), visant à mesurer la valorisation plus ou moins forte de la citoyenneté<sup>26</sup>. L'idéal du citoyen y est beaucoup plus

<sup>23</sup> Ce degré d'utilisation des médias « pour s'informer sur l'actualité et la vie politique » est mesuré avec une échelle temporelle (plusieurs fois par jour, une fois par jour, 5-6 fois par semaine, 3-4 fois par semaine, 1-2 fois par semaine, moins d'une fois par semaine) pour quatre supports : télévision, journaux, radios et internet. L'échelle construite va de 4 à 28.

<sup>24</sup> L'indice de politisation comporte trois questions : s'intéresser à la politique (très, assez, peu, pas du tout), parler politique avec ses amis (souvent, parfois, rarement, jamais), essayer de persuader ses amis sur une question politique à laquelle on tient (souvent, parfois, rarement, jamais). Aggloméré, l'indice va de 3 à 12.

<sup>25</sup> Ce n'est guère étonnant puisque la politisation est fortement liée avec la fréquence d'exposition aux nouvelles politiques préalablement prise en compte ( $V=0.37$ ).

<sup>26</sup> Chacun est invité à définir ce qu'est un bon citoyen. Pour cela il doit déclarer, pour 9 types d'attitudes, si elles ne sont pas du tout ou très importantes pour définir un bon citoyen, avec une échelle allant de 1 à 7. Les attitudes prises en compte paraissent assez composites : toujours voter aux élections, ne pas essayer de frauder le fisc, toujours obéir aux lois et aux règles, suivre de près les actions du gouvernement, être actif dans les associations

exigeant et multidimensionnel en ville que dans le rural. Mais on peut aller plus loin dans l'analyse en distinguant deux types de valorisation de la citoyenneté, une citoyenneté qu'on peut qualifier de conformité et une citoyenneté marquée par de l'engagement et des attitudes critiques<sup>27</sup>. La valorisation de la citoyenneté de conformité est forte partout, aussi bien en milieu urbain que rural. Par contre des différences sensibles existent pour la citoyenneté de critique et d'engagement, cette citoyenneté plus active étant beaucoup plus développée en milieu urbain que rural. Le phénomène est confirmé lorsqu'on considère le potentiel d'action politique, plus développé dans les grandes villes qu'ailleurs. On observe aussi que la confiance aux hommes politiques est moins mauvaise en ville alors que le rural est plus méfiant à l'égard des élites. L'image de l'administration est également meilleure en ville. Et les jugements sur le fonctionnement de la démocratie sont aussi moins négatifs en ville que dans le rural. On dégage ainsi des différences non négligeables de valeurs politiques selon les milieux de vie : les villes sont à la fois moins pessimistes à l'égard de la politique et davantage prêtes à une citoyenneté active alors que les milieux ruraux semblent davantage se limiter au pessimisme à l'égard des élites et des institutions. **Mettre le tableau ?**

### **Identité nationale et xénophobie**

Le module 2013 permet d'étudier l'impact du lieu de résidence sur des attitudes politiques plus précises, touchant à l'identité nationale et à la xénophobie. Nous considérons dans le tableau 8 quatre attitudes centrales mesurées chacune par plusieurs indicateurs. Le nationalisme (identitaire) correspond à une question permettant d'identifier quelles sont les caractéristiques qui permettent de reconnaître un vrai Français<sup>28</sup>. Plus on trouve important un grand nombre de marqueurs de l'identité française, plus on valorise le nationalisme identitaire.

---

sociales ou politiques, essayer de comprendre les raisonnements des gens qui ont d'autres opinions, choisir certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales même s'ils coûtent un peu plus cher, aider en France les gens moins bien lotis, aider ces mêmes catégories ailleurs dans le monde. L'échelle va de 9 à 63. Malgré la diversité des indicateurs, il y a une cohérence assez forte de cette échelle (alpha à 0.73). Plus on a un score élevé, plus on est un adepte d'une citoyenneté multi-facettes, plus on valorise une citoyenneté exigeante en tous domaines.

<sup>27</sup> Une analyse factorielle entre les neuf indicateurs de citoyenneté fait apparaître un premier facteur (expliquant 33 % de la variance) sur lequel tous les indicateurs sont cohérents et se renforcent. Mais un second facteur (17 % de la variance) oppose les quatre premiers items (toujours voter aux élections, ne pas essayer de frauder le fisc, toujours obéir aux lois et aux règles, suivre de près les actions du gouvernement) aux 5 derniers (être actif dans les associations sociales ou politiques, essayer de comprendre les raisonnements des gens qui ont d'autres opinions, choisir certains produits pour des raisons politiques, éthiques ou environnementales même s'ils coûtent un peu plus cher, aider en France les gens moins bien lotis, aider ces mêmes catégories ailleurs dans le monde). On distingue ainsi une citoyenneté de conformité et une citoyenneté plus critique et engagée.

<sup>28</sup> « Certaines personnes estiment que pour être vraiment français, il est important de posséder certaines des caractéristiques suivantes. Pour d'autres, cela n'est pas important. A votre avis, pour être vraiment français, est-il important : d'être né en France, d'avoir la nationalité française, d'avoir vécu la plus grande partie de sa vie en France, d'être capable de parler la langue, d'être catholique, de respecter les lois et les institutions françaises, de

Une deuxième échelle concerne la perception des immigrés<sup>29</sup>. La troisième dimension de synthèse mesure le très fréquent rejet de la mondialisation économique<sup>30</sup>. Enfin le degré d'attachement ou de rejet de l'unification européenne est appréhendé à travers quatre questions sur le bénéfice que la France retire de son appartenance à l'Union européenne<sup>31</sup>, sur l'obligation de suivre les décisions de l'Union<sup>32</sup>, sur la répartition des pouvoirs entre gouvernements nationaux et Union<sup>33</sup>, et sur l'intention de vote à un référendum sur le maintien du pays dans l'union ( $\alpha=0.70$ )<sup>34</sup>.

Ces quatre échelles se trouvent en fait assez fortement corrélées entre elles (V de Cramer entre 0.18 et 0.40). Plus on est nationaliste, plus on est aussi réticent à l'égard des immigrés, moins on est favorable à la mondialisation économique et au processus d'unification européenne. Il est donc assez normal de trouver le même type de relations entre ces variables et le lieu de résidence (tableau 8). Le fait de vivre en milieu urbain se traduit par un moindre nationalisme identitaire, une vision moins négative des immigrés, une attitude également moins négative à l'égard de la mondialisation économique et de l'Union européenne.

---

se sentir français, d'avoir des origines françaises ». Pour chaque caractéristique, l'enquêté peut choisir entre quatre modalités, allant de très à pas du tout important. Une échelle d'attitude est construite en additionnant les scores aux huit indicateurs ( $\alpha=0.78$ ). L'échelle va donc de 8 à 32. Plus on a un score faible, plus on valorise l'identité française. Cette question, qui existait déjà dans l'ISSP en 2003, a été analysée dans Pierre Bréchon, « Le « vrai » français », *Futuribles* n° 319, mai 2006, p. 43-51 et dans « Des électeurs de droite qui se radicalisent. Le nationalisme identitaire ne gagne pas du terrain en France. C'est uniquement parmi les électeurs de droite qu'il se répand, comme le montre une vaste enquête d'opinion », *Le Monde*, 8 avril 2015. En fait il y a une légère hausse du nationalisme identitaire mais qui est uniquement due à une progression parmi les personnes orientées à droite.

<sup>29</sup> L'échelle est construite à partir de sept affirmations : « Le pays doit prendre des mesures plus sévères pour renvoyer les immigrés clandestins », « Les immigrés font augmenter le taux de criminalité », « Le nombre d'immigrés venant dans le pays devrait être réduit », « Les immigrés prennent le travail des gens nés dans le pays », « Les immigrés améliorent la société en y introduisant nouvelles idées et cultures », « Les immigrés en situation régulière, mais qui n'ont pas la nationalité du pays, doivent avoir les mêmes droits que les nationaux », « Les immigrés sont en général une bonne chose pour l'économie » ( $\alpha=0.86$ ). Chaque indicateur ayant 5 modalités de réponse, l'échelle va de 7 à 35. Les positions défavorables aux immigrés sont assez différentes selon les indicateurs pris en compte.

<sup>30</sup> L'échelle est bâtie sur trois affirmations : « La France devrait limiter l'importation de produits étrangers afin de protéger son économie nationale », « La France doit défendre ses propres intérêts, même si cela engendre des conflits avec d'autres nations », « Les grands groupes internationaux font de plus en plus de tort aux entreprises locales en France » ( $\alpha=0.58$ ). Chaque item ayant 5 modalités (de tout à fait à pas du tout d'accord), l'échelle va de 3 (complètement défavorable) à 15 (totalement favorable).

<sup>31</sup> Avec cinq modalités, allant de « Elle en bénéficie beaucoup » à « Elle n'en bénéficie pas du tout ».

<sup>32</sup> A l'affirmation « La France devrait suivre les décisions de l'Union européenne, même lorsqu'elle n'est pas d'accord avec ses décisions », les enquêtés peuvent répondre selon cinq modalités (de tout à fait à pas du tout d'accord).

<sup>33</sup> Cinq possibilités de réponse, selon que l'on estime que l'Union européenne devrait avoir beaucoup plus ou beaucoup de pouvoir que les gouvernements nationaux.

<sup>34</sup> Voter pour ou contre le maintien.

Tableau 8. Attitudes à l'égard du nationalisme, des immigrés, de la mondialisation et de l'Europe (ISSP France 2013)\*

En % horizontal, par variable	Nationalisme		Immigrés		Mondialisation		Europe	
	fort 8-13	faible 19-32	favorable 7-21	défa- vorable 27-35	favorable 9-15	défa- vorable 3-6	favorable 4-9	défa- vorable 12-19
Grande ville	20	<b>38</b>	<b>45</b>	31	<b>26</b>	48	<b>53</b>	25
Banlieue ou environs grande ville	31	27	<b>45</b>	31	20	56	<b>47</b>	30
Ville moyenne ou petite	35	23	29	37	17	55	36	37
Village	<b>40</b>	18	26	<b>47</b>	12	<b>65</b>	34	<b>43</b>
Ferme ou maison campagne	35	23	33	39	13	<b>64</b>	38	39
<b>Moyenne</b>	<b>33</b>	<b>25</b>	<b>33</b>	<b>38</b>	<b>17</b>	<b>58</b>	<b>40</b>	<b>36</b>

\* Pour chaque échelle d'attitude, on a divisé la distribution en trois parties. Le tableau ne présente que les résultats des deux catégories extrêmes.

Villes et milieux ruraux, même s'ils sont pluriels, ne sont donc pas sans spécificité en matière de valeurs d'ouverture et de fermeture. Les villes défendent davantage les valeurs d'ouverture et les campagnes les valeurs fermées. Mais ceci ne se traduit pas de manière massive dans le vote (tableau 8 bis) contrairement à ce qu'un Christophe Guilluy a pu soutenir (60 % de la population et les  $\frac{3}{4}$  des classes populaires vivraient dans les périphéries à l'écart des villes mondialisées. Ce qui expliquerait que le vote protestataire FN y soit très fort). Cette forte surreprésentation du FN en rural ou la périphérie des villes ne semble pas confirmée. Tout dépend en fait de la composition sociale des communes. Les périphéries populaires (avec beaucoup d'ouvriers) sont souvent le lieu d'un fort vote FN alors que les périphéries fortunées résistent.

Tableau 8 bis. Vote à la présidentielle de 2012 au 1er tour (reconstitué dans ISSP France 2013)\*

En % horizontal	Vote présidentiel 2012 1 <sup>er</sup> tour <sup>[u1]</sup>			
	Gauche radicale	Gauche modérée	UMP	Droite radicale
Grande ville	<b>13</b>	32	30	10
Banlieue/environs grande ville	7	<b>41</b>	32	4
Ville moyenne ou petite	10	33	29	10
Village	11	35	27	<b>12</b>
Ferme/ maison campagne	9	31	<b>41</b>	<b>14</b>
<b>Moyenne</b>	<b>10</b>	<b>31</b>	<b>30</b>	<b>10</b>

\* La gauche radicale comporte les votes en faveur de Philippe Poutou, Nathalie Arthaud et Jean-Luc Mélenchon ; la gauche modérée ceux pour François Hollande et Eva Joly ; l'UMP, ceux pour Nicolas Sarkozy ; la droite radicale ceux pour Marine Le Pen et Nicolas Dupont Aignan.

### Famille et répartition des rôles masculin et féminin

Ce module ISSP de 2012 permet d'abord de préciser la structure familiale dans les différentes zones géographiques (tableau 9). Dans les grandes villes et leurs banlieues, le statut familial est beaucoup moins régulé par le mariage, l'union libre est plus développée et les personnes qui n'ont ni conjoint ni partenaire régulier (les « hors couples ») sont aussi plus nombreuses<sup>35</sup>. Il y a donc dans le contexte des grandes métropoles une diffusion des pratiques du libéralisme culturel (dont on verra ci-dessous qu'elle ne se retrouve que partiellement dans les valeurs), alors que le milieu rural reste davantage structuré par les familles traditionnelles. Les couples y ont une durée de vie plus longue, le nombre moyen de personnes par famille est plus élevé.

Il faut noter que la distanciation par rapport au mariage dans les villes n'a pas d'effet sur le nombre d'enfants au foyer, qui est identique, quelle que soit la localisation géographique. Le nombre idéal déclaré d'enfants est même un peu plus élevé dans les grandes villes.

Tableau 9. Morphologie des familles (ISSP France 2012)

En % horizontal, par variable	Statut familial				Vie commune 16 ans et +	Nombre moyen		Nbre idéal enfants
	marié	pacsé	union libre	hors couple		foyer	enfants	
Grande ville	38	6	<b>26</b>	<b>30</b>	46	2.3	1.6	<b>2.6</b>
Banlieue/environs grande ville	44	8	19	<b>29</b>	49	2.7	1.6	<b>2.5</b>
Ville moyenne ou petite	48	5	16	<b>31</b>	<b>57</b>	2.6	1.6	2.4
Village	<b>58</b>	6	17	18	<b>61</b>	<b>3.0</b>	1.6	2.3
Ferme/ maison campagne	<b>53</b>	5	23	18	52	<b>2.9</b>	1.6	2.4
<b>Moyenne</b>	<b>49</b>	<b>6</b>	<b>19</b>	<b>26</b>	<b>55</b>	<b>2.7</b>	<b>1.6</b>	<b>2.4</b>

Concernant les valeurs familiales (tableau 10), un indice de soutien ou d'opposition au mariage<sup>36</sup> montre que les opinions ne sont pas véritablement plus favorables en zone rurale (le croisement de l'indice avec notre variable dépendante n'est pas significatif). Si le mariage est une situation plus fréquente en milieu rural qu'en ville, il n'est cependant pas considéré comme

<sup>35</sup> A noter cependant que le PACS semble s'être développé de manière assez homogène sur le territoire, du moins selon le critère ici adopté, qui peut masquer des différences régionales.

<sup>36</sup> L'indice est construit à partir de trois questions enregistrant (toujours en cinq modalités) les accords et désaccords avec les affirmations : « Les personnes mariées sont en général plus heureuses que les personnes non mariées », « Les gens qui veulent des enfants devraient se marier », « Il n'y a pas de problème pour un couple à vivre ensemble sans avoir l'intention de se marier » (alpha=0.65). L'échelle va de 3 à 15. Selon cet indice, le mariage ne conserve pas beaucoup de très chauds partenaires.

une situation nettement meilleure. Un certain relativisme sur les différentes formes de famille hétérosexuelle semble s'imposer et être reconnu aussi bien dans les villes qu'en milieu rural<sup>37</sup>. Par contre les couples homosexuels<sup>38</sup> restent moins bien considérés dans les petites villes et en milieu rural.

Tableau 10. Valeurs familiales (ISSP France 2012)

<i>En % horizontal, par variable</i>	Mariage		Couples homosexuels		Partage des rôles		Travail de la mère positif [u2] (17-25)
	favo- rable 3-9	défa- vorable 12-15	favo- rable 2-5	défa- vorable 7-10	favo- rable 2-3	défa- vorable 5-10	
Grande ville	28	53	<b>49</b>	36	<b>60</b>	20	<b>66</b>
Banlieue/environs grande ville	25	50	<b>49</b>	39	57	22	59
Ville moyenne ou petite	31	46	42	41	53	29	54
Village	26	50	45	39	51	29	52
Ferme/ maison campagne	32	49	36	<b>45</b>	45	<b>36</b>	47
<b>Moyenne</b>	<b>28</b>	<b>49</b>	<b>45</b>	<b>39</b>	<b>54</b>	<b>27</b>	<b>56</b>

La conception des rôles masculins et féminins<sup>39</sup> est moins égalitaire dans les zones rurales ou faiblement urbanisées. Au-delà des rôles idéaux, la réalité des tâches ménagères et de soins aux membres de la famille incombe beaucoup plus fréquemment aux femmes qui y consacrent plus de temps que les hommes. Avec des écarts sensibles selon les zones de résidence : les femmes vivant dans une grande ville déclarent passer en moyenne 26 heures pour le travail ménager et les soins familiaux, alors que dans les petites villes et en zone rurale, elles en passent 33 heures.

Un autre indice (colonne de droite du tableau 10) permet de mesurer comment le travail salarié de la mère de famille est évalué<sup>40</sup>. Généralement considéré comme positif, le travail féminin est davantage valorisé dans les grandes villes et leurs banlieues.

<sup>37</sup> Notons aussi que la famille monoparentale (« Un seul parent peut élever un enfant aussi bien que les deux parents ensemble ») est légèrement plus souvent acceptée par les résidents des grandes villes et un peu plus souvent rejetée par les personnes vivant dans une maison rurale isolée.

<sup>38</sup> Un indice est construit avec deux questions à cinq modalités : « Un couple homosexuel féminin peut élever un enfant aussi bien qu'un couple hétérosexuel » et « Un couple homosexuel masculin peut élever un enfant aussi bien qu'un couple hétérosexuel » (V=0.87). L'échelle va de 2 à 10. Les Français sont en fait partagés sur la question.

<sup>39</sup> Un indice est là encore construit avec deux affirmations : « Le mari et la femme doivent contribuer l'un et l'autre aux revenus du ménage » et « Le rôle d'un homme, c'est de gagner l'argent du ménage ; le rôle d'une femme, c'est de s'occuper de la maison et de la famille » (V=0.27). L'échelle va de 2 à 10. La volonté de rôles égalitaires est très dominante.

<sup>40</sup> Cinq indicateurs fortement liés entre eux (alpha=0.74) y concourent (chacun avec 5 modalités) : « Une mère qui travaille peut avoir avec ses enfants des relations aussi chaleureuses et sécurisantes qu'une mère qui ne travaille pas », « Un enfant qui n'a pas encore l'âge d'aller à l'école a des chances de souffrir si sa mère travaille », « Tout bien pesé, quand la femme travaille à plein temps, la vie de la famille en souffre », « Avoir un travail c'est bien,

Les pratiques et conceptions familiales sont donc quand même en partie clivées selon les milieux de résidence.

## Santé

Le module 2011 sur la santé aborde des questions un peu plus spécifiques que les autres, il est moins axé sur des valeurs générales mais plutôt sur la santé objective des individus et sur la manière dont ils considèrent le système de santé. Les différences introduites par le lieu de résidence sont plus faibles que pour les autres thèmes abordés.

Les individus ont une perception très positive de leur santé. 26 % la jugent excellente ou très bonne, 54 % bonne et seulement 19 % pas très bonne. Le tableau 11 montre une très légère relation avec le lieu d'habitation : la perception est meilleure en ville qu'à la campagne, mais cela a toutes chances d'être un effet d'âge, les jeunes ayant une appréhension plus positive de leur santé que les personnes âgées. Autrement dit, le fait d'être plus éloigné des structures sanitaires ne génère pas une perception plus négative de sa santé. Il est difficile de savoir si celle-ci est objectivement moins bonne ou meilleure. On découvre seulement une légère surreprésentation des personnes en surpoids<sup>41</sup> dans les petites villes et en rural par rapport aux agglomérations. Et il y aurait très légèrement plus de ruraux disant avoir un problème de santé grave<sup>42</sup> et éprouvant parfois de la fatigue (physique ou psychologique)<sup>43</sup>. Mais ils ne vont pas davantage voir des médecins que les urbains, ils ne déclarent pas fumer davantage<sup>44</sup>, ni ne semblent plus consommateurs d'alcool<sup>45</sup>, ils n'ont pas d'activité physique journalière plus

---

mais ce que la plupart des femmes veulent vraiment c'est un foyer et un enfant », « Etre femme au foyer donne autant de satisfactions qu'avoir un emploi rémunéré ». L'échelle va de 5 à 25.

<sup>41</sup> Mesuré par l'IMC (indice de masse corporelle), calculé en divisant le poids (en kilos) par le carré de la taille (en mètre). La tendance au surpoids concerne toutes les personnes ayant un IMC supérieur à 25, soit 42 % de la population française d'après l'enquête, 47 % d'après une enquête INSERM de 2012. L'IMC croît avec l'âge, ce qui veut dire que la tendance évoquée au tableau 11 peut être un simple effet d'âge.

<sup>42</sup> Déclarer oui à la question : « Avez-vous une maladie de longue durée, un problème de santé chronique ou un handicap ? ». La très légère différence observée au tableau 11 peut aussi être un effet d'âge.

<sup>43</sup> Un indice a été construit avec six items très corrélés : « Au cours des quatre dernières semaines, combien de fois avez-vous eu des difficultés au travail ou à la maison à cause de problèmes de santé ? », « des maux ou des douleurs physiques ? », « vous êtes-vous senti malheureux et déprimé ? », « avez-vous perdu confiance en vous ? », « avez-vous eu l'impression que vous ne pourriez pas surmonter vos problèmes ? » « avez-vous le sentiment que vos problèmes de santé ont limité vos activités habituelles avec votre famille ou vos amis ? » avec cinq niveaux de fréquence allant de jamais à très souvent.

<sup>44</sup> Le questionnaire distingue les personnes n'ayant jamais fumé, celles ayant arrêté, puis 5 catégories de fumeurs selon le nombre de cigarettes journalières (13 % de la population jusqu'à 10 cigarettes, 11 % au-delà).

<sup>45</sup> Mesuré par le pourcentage de personnes qui déclarent boire au moins quatre boissons alcoolisées la même journée plusieurs fois par mois.

importante<sup>46</sup>, et ne mangent pas davantage de fruits et légumes<sup>47</sup> ! Enfin, ils ne se sentent pas vraiment moins heureux que les urbains, leur image des médecins est souvent positive, à même niveau que les urbains. Ceux-ci sont légèrement plus positifs dans leur jugement sur le système de santé<sup>48</sup> et confiant dans la possibilité de choisir son médecin<sup>49</sup>.

Tableau 11. Perception de sa santé et du système de soins (ISSP France 2011)

	Santé excellente	Tendance surpoids IMC	Problème important de santé	Très heureux	Très satisfait système santé	Choix docteur	Accepter impôts santé	Médecine alternative pas meilleure
Grande ville	<b>32</b>	37	31	26	<b>21</b>	<b>66</b>	<b>28</b>	<b>38</b>
Banlieue/environs grande ville	29	36	33	25	18	63	<b>28</b>	<b>36</b>
Ville moyenne ou petite	28	43	31	24	15	58	21	29
Village	20	<b>47</b>	<b>38</b>	23	11	60	16	25
Ferme/ maison campagne	24	41	34	20	12	58	15	23
<b>Moyenne</b>	<b>26</b>	<b>42</b>	<b>33</b>	<b>24</b>	<b>15</b>	<b>61</b>	<b>23</b>	<b>31</b>

Les différences observées selon le lieu d'habitation – sans être fortes - concernent le niveau des impôts et la médecine alternative (partie droite du tableau 11). Les urbains se déclarent davantage « prêts à payer des impôts plus élevés pour augmenter le niveau des soins médicaux offerts à l'ensemble de la population »<sup>50</sup>. Cette différence est probablement davantage liée au niveau des revenus, plus élevés dans les villes, qu'à une volonté de développement des politiques publiques de santé. Les urbains sont aussi moins séduits par les médecines alternatives que les ruraux. Ces derniers pourraient avoir conservé une plus forte confiance aux médecines populaires traditionnelles.

\*\*\*

Après avoir montré que les données ISSP avaient de la solidité pour identifier les milieux urbains et les milieux ruraux, même s'il faudrait pouvoir mieux différencier les différents types d'urbain et de rural, nous avons découvert un paradoxe. Les différences sociodémographiques

<sup>46</sup> On mesure la fréquence d' « une activité physique d'au moins 20 minutes, qui vous fait transpirer, ou respirer de façon plus rapide que d'habitude ».

<sup>47</sup> « Combien de fois mangez-vous des fruits et légumes ? », cinq fréquences de jamais à tous les jours.

<sup>48</sup> Echelle de satisfaction, avec sept niveaux allant de tout à fait satisfait à tout à fait insatisfait. On retient ici les deux premiers niveaux : « tout à fait et très satisfait ».

<sup>49</sup> « Si vous tombiez sérieusement malade, pensez-vous que vous obtiendriez un traitement du médecin de votre choix », réponses « il est certain ou il est probable que je l'aurais ».

<sup>50</sup> Avec cinq modalités de réponses, de tout à fait prêt à vraiment pas prêt.

entre milieux urbains et ruraux étant ténues, on pouvait s'attendre à ne pas observer des différences de valeurs selon les territoires. Or ce n'est pas le cas. Des différences de sociabilité et de valeurs sont assez importantes alors que pourtant beaucoup de ruraux sont « rurbains » et ont de fréquents contacts avec la ville du fait de leur vie professionnelle « à la ville ». L'urbanité se traduit par une plus forte politisation et participation politique, une plus grande ouverture sur le monde, un libéralisme des mœurs plus important. Ces différences de valeurs, qui restent très sensibles dans certains domaines, ne peuvent s'expliquer par la composition sociodémographique des territoires. Il faut donc admettre que les modes de vie continuent d'être différents et que les sociétés urbaines et rurales gardent des spécificités. La vie professionnelle est pour beaucoup partagée entre urbains et ruraux, mais la vie sociale, culturelle et de loisirs l'est nettement moins et pourrait expliquer ces différences qui perdurent.